

**Alors que les étudiantes et étudiants retournent sur les campus partout au pays, l'avenir d'un enseignement postsecondaire de qualité est incertain. La crise sanitaire continue de perturber les étudiantes et les étudiants, le corps enseignant et le personnel, tous niveaux d'enseignement confondus.**

L'an dernier, les professeurs ont dû s'adapter rapidement pour donner leurs cours à distance. D'autres s'inquiétaient au sujet de leur logement et de leur sécurité.

Le secteur de l'enseignement postsecondaire est dans une situation très précaire en raison de l'absence d'un financement de base stable, du sous-financement de la recherche et des difficultés financières qu'éprouvent les étudiants.

On l'a bien vu durant la pandémie, alors qu'il a fallu injecter d'urgence des fonds à court terme dans des projets de recherche.

Le fait est que les universités devraient disposer des ressources dont elles ont besoin pour soutenir la recherche, leur personnel et la population étudiante.

Pour que le Canada ait un système d'enseignement postsecondaire de haute qualité, abordable et accessible, le gouvernement fédéral doit continuer d'injecter de l'argent dans ce secteur.

Il doit aussi réduire les emplois précaires, augmenter le financement de la recherche universitaire et investir dans un système d'éducation pour tous.

### **Financement stable pour réduire les emplois précaires**

Depuis 2006, plus de la moitié des professeurs sont embauchés comme contractuels, ce qui entraîne une augmentation de la précarité et une baisse des salaires.

Saviez-vous que la dernière augmentation du financement de base du secteur postsecondaire remonte à 2008, et que les provinces n'avaient même pas demandé une hausse des transferts pour l'enseignement postsecondaire? Scandaleux, n'est-ce pas?

Pourtant, les universités ont besoin d'un financement de base stable pour pouvoir réduire le nombre d'emplois précaires et augmenter la qualité de l'enseignement.

Dans un rapport paru ce printemps, la coalition L'éducation pour toutes et tous recommandait au fédéral d'augmenter le financement de l'éducation postsecondaire par un transfert aux provinces d'au moins 3 milliards de dollars, tout en s'assurant que le financement suive la courbe de l'inflation et des inscriptions et soit assujéti à des exigences de reddition de comptes et de transparence.

### **Il faut financer la recherche**

La pandémie a démontré que l'État doit financer adéquatement la recherche universitaire. L'absence de soutien public a des répercussions directes sur la capacité du Canada à répondre aux urgences de santé publique.

Dans son rapport publié en 2017, le groupe d'experts chargé d'examiner le soutien fédéral à la recherche universitaire préconisait un réinvestissement « majeur » dans la recherche fondamentale.

Le groupe d'experts recommandait au gouvernement d'accroître son financement d'environ 10 % sur quatre ans, ce qui ne représente après tout qu'une hausse de 0,4 % du budget fédéral. Cet objectif doit être atteint.

### **L'éducation pour toutes et tous**

L'accès aux études postsecondaires est hors de portée pour bon nombre, en particulier les personnes à faible revenu, qui ont un handicap ou qui sont racialisées, noires ou autochtones.

Le financement de l'enseignement postsecondaire pour les Autochtones devrait être augmenté d'au moins 650 millions de dollars par année.

Il faut aussi éliminer l'intérêt sur les prêts étudiants.

### **Enseignement postsecondaire : O'Toole mérite un zéro**

L'enseignement postsecondaire n'est pas une priorité pour les conservateurs. À preuve, leur programme électoral n'en parle pas du tout.

Le NPD, pour sa part, préconise l'abordabilité, l'accessibilité et un soutien accru à la recherche. Sa promesse d'éliminer l'intérêt sur les prêts étudiants répond à une des recommandations de la coalition L'éducation pour toutes et tous, dont l'AFPC est un des membres fondateurs.

Le Bloc Québécois ne mentionne pas l'enseignement postsecondaire dans sa plateforme électorale.

Il y a de bonnes choses dans la plateforme libérale : des investissements dans la recherche, des prêts étudiants exempts d'intérêts et des services de santé mentale pour les étudiants. Il manque toutefois un engagement ferme à offrir un financement de base stable au secteur postsecondaire, ce qui permettrait aux universités de mettre fin aux emplois précaires et aux étudiants d'accéder à l'éducation dont ils ont besoin, sans contracter de dettes importantes.

Tous les partis doivent s'engager plus fermement à financer durablement les universités afin qu'elles puissent offrir des emplois décents plutôt que des emplois précaires.

C'est le moment ou jamais pour le fédéral d'injecter plus de fonds dans l'enseignement postsecondaire et de réduire la dette étudiante.

L'AFPC continuera à appuyer ses 37 000 membres du secteur postsecondaire.

